

Les revenus du travail des non salariés subissent en général la même évolution en 1983 : recul pour les revenus des agriculteurs après la forte hausse de 1982, Recul depuis 1980 pour les artisans du bâtiment, recul pour les petits commerçants après une hausse en 1982.

On ne trouve en 1983 de hausse que pour les médecins (mais qui compense la baisse subie en 1982) et pour les réparateurs automobiles, les hôteliers et les restaurateurs (et ceci de façon pratiquement constante depuis 1980).

Le constat est à l'opposé pour les revenus du capital et de la propriété, à vrai dire surtout pour les gros possédants qui chassent les plus-values.

On sait que les revenus des placements financiers sont constitués d'une part par les intérêts ou les dividendes perçus et d'autre part par les plus-values tirées de l'évolution du cours des actions et des obligations. En tenant compte de ces deux données, le C.E.R.C. calcule ce qu'il appelle la performance réelle globale des différents placements (c'est-à-dire des revenus annuels moyens, déduction faite de la hausse des prix). On peut y apprendre que de 1980 à 1983, les placements en Caisse d'épargne ont eu une performance négative de 2,5 % en moyenne annuelle. L'emprunt Giscard a une performance négative de 5 % mais faisant suite à une croissance annuelle de 46 % entre 1975 et 1980. Les SICAV, les actions, les obligations qui sont passés de 10 à 25 % de l'épargne des ménages ont eu des « performances » de 4 à 14 % par an selon les cas. Plusieurs phénomènes se combinent : pour les obligations la hauteur des taux d'intérêt et l'augmentation des émissions (158 milliards en 1983) ainsi que des gains plus limités en plus-value sur la valeur des titres eux-mêmes. Et pour les actions, le « boom » de 1983 qui a vu les cours augmenter de 56 % en moyenne pour l'année.

Données que confirme au plan global le rapport

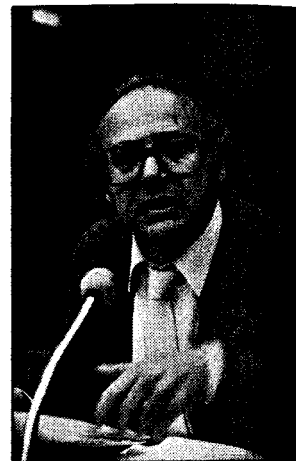
des Comptes de la Nation, pour 1983. Celui-ci qui ne prend en compte que les seuls dividendes et intérêts versés et exclut donc les plus-values, même celles qui ont été effectivement réalisées, enregistre une hausse de 7,3 % des « revenus de la propriété » perçus par les ménages alors même que le taux d'épargne de l'ensemble des ménages est passé de 15,7 à 14,9 % entre 1982 et 1983.

Paru 15 jours après le 17 juin, le rapport du C.E.R.C. fournit des informations utiles sur les raisons « sonnantes et trébuchantes » des résultats des élections européennes et l'abstention massive qui a frappé les listes du P.S. et du P.C. : c'est sous un gouvernement de gauche, et con-

trairement à ses engagements, que les salariés connaissent une détérioration progressive, durable et de plus en plus généralisée des revenus de leur activité, pendant que progressent ceux du placement financier et spéculatif.

Prix à payer pour dégager les moyens financiers et les drainer vers les entreprises pour assurer la modernisation de l'industrie ? Sûrement pas : si l'année 1983 est marquée par une substantielle amélioration des profits des entreprises (+ 17 % pour les profits bruts et + 31 % pour les profits disponibles), les investissements matériels ont l'an dernier continué de reculer (- 2,9 % en volume) selon les Comptes de la Nation. ■

pitaliste est définitivement écarté. Ils ont tant fait résonner leur creux « jamais plus », comme l'oiseau noir d'Edgar Poë, qu'ils peuvent continuer à couvrir les voix qui tentent d'innover. Selon nous, il ne peut s'agir d'un mouvement faisant simplement alterner les phases opposées de façon mécanique



originalité de la crise de structure et cycles longs

Paul BOCCARA

« Dans quelle mesure la crise actuelle peut-elle être analysée comme une phase de mouvement long de type Kondratieff ? » Tel est le sujet de baccalauréat, que Paul Boccara a été invité à traiter par le journal « Libération » qui avait soumis différents sujets à plusieurs économistes. Nous publions ci-dessous l'intégralité de sa « copie ».

« Nous vivons... dans un marasme chronique qui affecte tous les secteurs essentiels de l'industrie... depuis bientôt dix ans », écrit en... 1885, Engels. Persistance de la dépression aussi à la suite de la crise de surproduction de 1929-30 et, après une reprise internationale limitée, rechute en 1937. Entre ces deux longues phases de difficultés : la « Belle Epoque » autour de 1900.

Peut-on analyser « la crise » actuelle dans le cadre des cycles longs de 47 à 60 ans, composés de deux phases opposées, que croit pouvoir établir, vers 1925, le statisticien et conjoncturiste soviétique Kondratieff, dans l'évolution du monde capitaliste depuis la fin du XVIII^e siècle, avant de voir sa voix étouffée par la médiocrité, le sectarisme

et le dogmatisme ambivalents ?

Engels, Kondratieff, on est presque tenté de s'en excuser auprès de médias pour lesquels l'analyse économique marxiste est évidemment dépassée. Plus délicat : il vaut mieux ne pas écrire dans une copie de « bac » que ce sont des économistes communistes français qui, sur la base d'une théorie originale des cycles longs, ont posé publiquement la question du tournant de longue période dès la fin de 1967 et l'ont affirmé après mars 1968 (date du premier décrochage du dollar par rapport à l'or). Des économistes qui aujourd'hui nous parlent doctement ou avec des pincettes des « mouvements longs dits de Kondratieff », nous avertissent sans cesse répété : le cauchemar de la crise ca-

et fatale, sans aucune progression ni liberté historiques. Les luttes sociales et politiques concernant l'issue à la crise le confirment.

Afin d'expliquer un peu les fondements du retour des longues phases de difficultés, il convient de partir du type de croissance capitaliste dominé par l'accumulation et le profit.

A la longue, on aboutit à une crise de la progression de la productivité. D'une part, on dépense trop en équipements, en travail passé accumulé, relativement au produit. D'autre part, on tire trop des travailleurs pour augmenter ces dépenses en équipements.

Depuis les travaux de J. Mairesse de 1971 à l'I.N.S.E.E., on peut suivre en France la détérioration du rapport « produit/capital fixe » dans les années 1960. Il faut considérer, en outre, les matières premières et l'énergie, dont le gâchis a aussi été favorisé par des prix de domination. Pour l'intensification du travail, on voit frissonner les statistiques vers 1962 et monter à partir de 1967 les accidents graves, les accidents mortels, les pièces loupées, l'absentéisme (le ras-le-bol).

D'UN MOIS A L'AUTRE

Excès d'accumulation et d'exploitation provoquent la crise de rentabilité des capitaux. D'où l'inflation accélérée pour relever le profit en prix et l'accumulation à crédit. D'où le déclenchement des surproductions durables, car le pouvoir d'achat salarial ne peut suivre et l'investissement productif lui-même est freiné. D'où le chômage massif.

Si la crise dure, c'est que sont à l'œuvre de véritables cercles vicieux que l'on n'ose pas briser encore. D'un côté, moins d'investissement productif et plus d'accumulation financière : en or, en devises, en titres, etc. Et, retournement dans la crise : les innovations technologiques cherchent désespérément à économiser les équipements relativement à la production. Mais d'un autre côté, le chômage fait pression sur les salaires et l'accumulation financière pousse à l'austérité. Aussi il n'y a pas de débouché suffisant mais un freinage des innovations, par insuffisance des dépenses sociales. Ce qui relance encore l'accumulation financière au détriment de la production réelle, de l'emploi, etc.

C'est pourquoi, on ne peut sortir de la crise de structure, sans des transformations de structure très profondes.

Les blocages des politiques économiques actuelles, peuvent expliquer la progression de la « nausée » pour reprendre le titre du roman de Sartre publié après l'échec du Front Populaire. Mais face à l'agression des forces réactionnaires, de la honte de la « nausée », beaucoup ont fini par passer à l'« engagement » dans des alliances pour des transformations hardies : nationalisations, Sécurité sociale, plan, etc., Ici aussi un recommencement ne devrait-il pas être original et plus novateur ? Aujourd'hui, ce n'est pas l'extension du secteur public qui à elle seule peut être la solution comme on le voit bien en France. Bien plus, l'originalité de la crise actuelle vient de l'importance de l'intervention publique

dans la production, les services, le financement. Le soutien public du financement des capitaux peut être utilisé pour aggraver les gâchis de l'accumulation financière, jusqu'au plan international avec la domination du dollar. La contradiction des endettements des peuples avec le développement nécessaire de milliards d'hommes de la planète est d'une gravité sans précédent. Au plan technologique, les mutations constituent aujourd'hui une véritable révolution. Celle-ci permettrait des économies considérables de matériels relativement aux résultats, si l'on développait systématiquement les dépenses pour l'éducation, la recherche et le temps disponible pour le développement des individus.

De nos jours, ce sont les critères de gestions du secteur privé et du secteur public, dominés par la rentabilité financière, qui constituent l'obstacle structurel majeur au plan économique.

C'est pourquoi nous avons proposé d'autres critères d'efficacité des gestions, fondés non sur le profit et l'accumulation monétaire maximale mais sur les économies de capitaux relativement aux richesses nouvelles produites et sur l'efficacité des dépenses pour développer les travailleurs. Utilisés par les banques nationalisées, le secteur public industriel, l'intervention des travailleurs de tendance autogestionnaire, ils permettraient d'instaurer un autre type d'économie mixte faisant prédominer les intérêts des populations. Au plan international, il faudrait en outre une réorganisation « non alignée » du système monétaire et financier, à partir de l'ONU, pour l'émanciper des critères dictés par les groupes bancaires multinationaux.

L'enjeu peut être d'instaurer, avec toutes les forces opposées à la régression sociale, des compromis viables allant vers des sociétés socialistes originales fondées sur des valeurs autogestionnaires et non bureaucratiques, et un monde plus solidaire. ■